

Concours / Examen : CONCOURS INSPECTEUR DU TRAVAIL - ÉPREUVES ÉCRITES ADMISSIBILITÉ
Externe / Interne / 3ème concours : EXTERNE
Intitulé de l'épreuve : COMPOSITION SUR UN SUJET CONTEMPORAIN

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Sujet : Comment les pouvoirs publics peuvent-ils rendre compatibles les impératifs écologiques et l'activité économique ?

À sa réélection en 2024 en temps que Président des États-Unis d'Amérique, Donald Trump a martelé son Slogan de campagne "Make America Great Again" c'est à dire rendre aux USA sa grandeur passée. Pour cela, dès son investiture, lui et son administration estimaient qu'il fallait entamer de grandes coupes budgétaires sur des politiques qui, selon eux, contraignent la grandeur économique du pays et également réorienter les budgets voir supprimer les agences jugées inutiles et dépensières. Ses discours de campagne jugés climato-sceptiques et anti-science ont conduit, en toute logique pour son administration, à couper des budgets de recherche sur le réchauffement climatique et à rediriger le budget de la NASA vers la conquête spatiale de Mars, marché vers lequel Elon Musk, détenteur de Space X, souhaite investir. Pour autant, l'effet de la production industrielle et de la consommation humaine sur le réchauffement climatique n'est plus à démontrer, et la redirection du budget de la NASA qui, selon un article paru dans le journal le Monde en mars 2025, avait un rôle important de surveillance de l'atmosphère et des océans et partageait ses données avec les scientifiques du monde entier, démontre les frictions entre intérêts économiques nationaux et nécessité d'agir sur ce que nous impose l'écologie, car le problème est planétaire.

Par quels moyens alors les gouvernements et leurs actions publiques peuvent-ils faire cohabiter et rendre compatibles la préservation de l'environnement et la poursuite de nos activités économiques?

Nous verrons en premier lieu que notre monde oscille entre ~~un~~ un modèle économique néo-libéral globalisé et des enjeux écologiques majeurs (I) puis nous nous pencherons sur les actions mises en place par les pouvoirs publics pour faire prendre conscience et réagir face aux dangers et aux menaces engendrés par l'inaction contre le réchauffement climatique (II).

I) Entre préservation de nos modes de vie et de production, et les impératifs écologiques, le cœur du monde balance.

Dans un premier temps, nous rappellerons comment s'organise l'activité économique mondiale (A) puis dans un second temps nous étudierons les enjeux de la lutte contre le réchauffement climatique (B)

A) l'organisation économique de la planète au XXI^{ème} siècle.

Depuis le milieu des années 80 en France et dans le monde, nous sommes dans une économie organisée autour du libre-marché, dont les caractéristiques sont de favoriser le libre-échange entre les acteurs intervenants dans la production ~~et~~ industrielle et la consommation de manière globalisée c'est-à-dire entre tous les pays du monde, par le moyens de traités et d'alliances. Afin que les entreprises puissent faire du profit, les marchés doivent toujours trouver de nouveaux

débouchés. Dans cette course, les États à travers le monde ont cherché à favoriser ~~cert~~ certains secteurs industriels, certains modes de vie, certaines façon de consommer. Pour se rendre plus efficaces, les entreprises ont eu recours à la division du travail, dans un premier temps au sein de l'entreprise puis plus tard à l'extérieur en ayant recours à la sous-traitance par exemple, parfois dans d'autres pays, provoquant au passage une désindustrialisation massive qui continue aujourd'hui en France. Cette désindustrialisation est en fait une relocalisation de tout ou partie de la production vers des endroits plus avantageux économiquement pour les propriétaires d'activité de production et les détenteurs de capitaux. **Par**^{le} **rapide** résumé d'une organisation complexe de l'économie mondiale, notons que cette organisation est génératrice de crises et de tensions. Elles peuvent être liées à la perte d'emploi massive dans ~~cert~~ certains secteurs, elles peuvent être liées à des enjeux de production énergétique ou encore à des enjeux de production alimentaire. Récemment, la guerre en Ukraine nous montrait notre dépendance à la production de blé ou encore à la production d'énergie, entraînant pénuries ou hausses de prix. Les impacts de ces interdépendances lorsque les marchés sont en crises provoquent des questionnements voir de gros conflits entre les populations et leurs gouvernements.

Récemment, dans cette organisation, un sujet a fait irruption : les répercussions écologiques de notre activité économique, industrielle et de nos habitudes de consommation. Ce sujet peut parfois s'illustrer autour des modes de production de l'agriculture, comme la très récente crise du riz au Japon, ou autour d'une inquiétude sur la pérennité ~~de~~ ou même la survie de la race humaine ou de toute forme de vie présente sur notre terre. **Notre** modèle économique semble en contradiction avec les enjeux climatiques auxquels nous devons à présent comprendre, conscientiser, réfléchir et ainsi y faire face.

B) Les enjeux de la lutte contre le réchauffement climatique
Au fur et à mesure de notre développement industrielle et économique, nos pays ont produit, parfois en masse,

des biens et des services. Dans le même temps, nos sociétés ont également produit et accumulé tout type de pollutions diverses et variées : déchets impossibles à traiter, produits chimiques polluants persistants ou encore, gaz à effets de serre. Ces gaz, en s'échappant dans l'air, se retrouvent bloqués dans l'atmosphère. En s'accumulant, ils produisent des réchauffements climatiques régionaux et globaux. Ainsi, selon l'infographie parue dans le ~~journal~~ hors-série "Le Bilan du Monde = une planète toujours en surchauffe" de janvier 2025, la planète se serait globalement réchauffée de $1,54^{\circ}\text{C}$ par rapport à l'ère pré-industrielle. Cela peut sembler dérisoire, mais il n'en est rien : ce réchauffement record qui s'étend dans la durée provoque tout type de catastrophes en chaîne. La hausse de la température des océans, climatiseur naturel de la terre, perturbe la faune et la flore marine et contribue à la hausse de la température globale, menaçant plusieurs espèces, marines comme terrestres, d'extinction. La hausse des températures augmente aussi le risque de mégaincendies incontrôlables. Les températures se dérégulant, le climat global se dérègle également, provoquant de plus en plus de catastrophes naturelles telles les typhons, les sécheresses importantes, les inondations. En contradiction, la hausse des températures augmente les risques de sécheresse, et des sols trop secs ne favorisent pas le remplissage des nappes phréatiques lorsqu'il pleut. Nous faisons face alors, de plus en plus, à des défis au niveau de la production alimentaire, à la gestion de l'eau. Le nombre de morts dues aux hausses de température augmente, les populations impactées se déplacent. Ces migrations peuvent déclencher des conflits internationaux et faire adopter des comportements de repli sur soi de la part des gouvernements des pays concernés par l'accueil des populations dites de migration climatique. Face à ces constats, certaines actions s'imposent donc : faire baisser la température de manière régionale et globale, pour cela, faire baisser l'émission des gaz à effets de serre dans la production et la consommation des biens et des services. Il nous faut aussi préserver l'équilibre des écosystèmes afin que les espèces d'animaux et de plantes ne s'effondrent pas à cause du dérèglement climatique. Pour cela la France se donne ^(entre autres) pour objectifs de faire baisser les gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030 puis la neutralité

Concours / Examen : CONCOURS INSPECTEUR DU TRAVAIL - ÉPREUVES ÉCRITES ADMISSIBILITÉ

Externe / Interne / 3ème concours : EXTERNE

Intitulé de l'épreuve : COMPOSITION SUR UN SUJET CONTEMPORAIN

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

carbone atteinte d'ici 2050, puis le maintien de cette neutralité.

Nous avons vu que l'organisation mondiale de nos économies et de nos modes de production et de consommation entraînaient des effets dangereux pour notre climat et donc pour notre subsistance. Afin de se prémunir de ces menaces, nos pouvoirs publics disposent de leviers et nos administrations se voient imposer des objectifs à remplir par le biais de politiques de transition écologique. Nous allons alors rappeler ces moyens puis nous nous interrogerons sur leur efficacité.

II) Une prise de conscience nécessaire des pouvoirs publics pour faire face au réchauffement climatique, mais parfois entravée.

Nous allons à présent nous pencher sur les actions des pouvoirs publics et les différents niveaux envisagés de cette action.

A) La mise en place d'institutions et de politiques publiques de transition écologique, du niveau international jusqu'au niveau local. Face aux constats sur les effets concrets de l'augmentation des gaz à effet de serre, les populations de part le monde ont été en demande de solutions émanant des pouvoirs publics de leur pays. Au niveau International, les pays membres de l'Organisation des Nations-Unies s'organisent pour négocier des grandes

orientations pour prévenir l'effondrement de l'environnement par le biais des COP. Ces conférences donnent des grandes visions que les pays membres s'engagent à respecter. Cependant, comme les promesses n'engagent que ceux qui y croient, ces conférences sont parfois ~~elles~~ estimées inefficaces de part leur lourdeur et les intérêts divergents. Pour autant, au niveau international, des engagements de créations de fonds en faveur de l'écologie par le prélèvement d'un pourcentage de revenus de grosses entreprises peuvent favoriser le développement de politiques de transition écologique dans des pays en développement qui ont cruellement besoin de ces fonds.

Au niveau national, d'autres moyens peuvent être utilisés pour accomplir ces objectifs de transition. Les pays pourraient alors se doter d'une politique de planification économique tournée autour de l'écologie. Cette planification requiert le financement de réformes de transformation de la production, des modes de consommation et des modalités de l'organisation du travail. Il faut alors envisager des politiques ambitieuses sur le sujet de la santé au travail en cohabitation avec la pollution au travail et produite par le travail, mais aussi sur les effets du réchauffement sur les corps productifs au travail.

Enfin, qui dit émission de gaz à effets de serre dit également combustion du charbon, responsable principal du réchauffement climatique. Cela pose la question de la transition énergétique et sur l'action de nos pouvoirs publics sur la décarbonation de nos sources d'énergie. Les politiques publiques peuvent alors se doter ~~des~~ de budget pour subventionner des autres sources d'énergies. Dans le cas de nos

centrales à charbon, il est primordial de trouver d'autres sources, car les centrales à charbon sont sensées être abandonnées d'ici 2027. Toute la difficulté repose sur des façons pérennes de produire de l'énergie sans qu'elle soit contenue dans le bilan carbone, afin de mieux évaluer les besoins, accorder les financements ou abandonner les projets inutiles voir en contradiction avec les objectifs. C'est un jeu d'équilibriste que les pouvoirs publics investissent à travers la compensation de projets polluants via la construction de projets compensatoires en parallèle, pour avoir une "dette" carbone à l'équilibre. Les grands projets polluants ~~peuvent~~^{doivent} ainsi inclure un projet dit "vert" pour rééquilibrer. Sur les modes de consommation, les pouvoirs publics pourraient agir plus localement via des circuits plus courts d'approvisionnement en parallèle de limitations d'importations qui n'auraient pas les mêmes normes environnementales. En redonnant la parole aux acteurs de terrain, plus proche des réalités environnementales subies, les pouvoirs publics peuvent chercher à co-construire des solutions politiques satisfaisant les objectifs à atteindre et l'opinion publique, comme cela a été fait lors de la convention citoyenne sur le climat.

L'action publique sur les impératifs écologiques est un sujet dense qui se heurte bien souvent aux intérêts contraires, notamment des industries polluantes et profitables. Il en découle de véritables obstacles à la réalisation des objectifs visés.

B) les tensions entre écologie et activité économique, obstacles à la transition écologique.

Certaines entreprises n'ont malheureusement pas d'intérêt économique à changer leurs modes de production. Elles s'organisent ainsi en lobby, agissant au niveau médiatique et influençant la politique. Cela a des effets concrets sur la mise en place de politiques publiques écologiques. En France par exemple, la FNSEA dénonce "les normes environnementales" trop lourdes et désignent ces normes comme principales responsables des difficultés des agriculteurs. Ces discours

peuvent même influencer un retour en arrière sur les normes environnementales, comme par exemple la réintroduction des néonicotinoïdes. Cet affaiblissement des règles de préservation de l'environnement semblent à rebours ~~des~~ des menaces écologiques qui pèsent sur les populations. Cet intense lobbying en vue de la préservation économique d'intérêts particuliers semble provoquer le désintérêt de la classe politique et de l'opinion publique. Les politiques envisagées sont alors mises de côté, détricotées voir annulées. Les effets attendus ne sont pas là et démontrent une lenteur d'application au mieux, ~~une~~ une lâcheté politique au pire. Les intérêts financiers rentrent en contradiction avec la vision à long terme que se fixent les états au grès des COP, et ~~la~~ l'inaction s'installe au fur et à mesure que notre modèle économique rentre en crise.

Nous avons vu que l'organisation économique actuelle du monde était à l'origine des dérèglements climatiques et contribuait à son accélération. Pourtant ses effets s'imposent à nous et face à la menace de l'extinction du vivant, les pouvoirs publics tentent des mesures pour ~~ne~~ faire cohabiter écologie et activité économique. Cependant si les acteurs économiques ne souhaitent pas participer à la Politique de transition écologique, les pouvoirs publics ont tendance à devenir inopérants. On peut espérer que pour affronter ces enjeux et cette menace majeure, globale, la décision de ce qu'il faudrait faire ne soit pas laissée à la seule appréciation des intérêts financiers. Pour cela, de nombreux acteurs se mobilisent et mènent une bataille culturelle afin de renverser la tendance et d'enclencher la dite transition écologique, du moins de manière plus locale, en prenant en compte des questions fondamentales : quoi produire, pourquoi produire et comment le produire de manière plus juste, plus équitable et moins polluant.